

Braunthal, Julius, *History of the International World Socialism, 1943-1968*, Boulder (Col.), Westview Press, 1980, 616 p.

André P. Donneur

Volume 12, numéro 2, 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701214ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701214ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Donneur, A. P. (1981). Compte rendu de [Braunthal, Julius, *History of the International World Socialism, 1943-1968*, Boulder (Col.), Westview Press, 1980, 616 p.] *Études internationales*, 12(2), 416–419. <https://doi.org/10.7202/701214ar>

M. Suret-Canale qui justifie cette affirmation ; on en voit la valeur.

En fait, les populations ont été vraiment choquées de la défaite de 1940 et avaient, a priori, une certaine sympathie pour de Gaulle ; mais cette sympathie ne fut guère encouragée par les obus anglais de Mers-el-Kebir et de Dakar. Et il ne faut quand même pas oublier que l'AOF et l'Afrique du Nord rejoignirent le camp allié en novembre 1942 ; je m'honore d'avoir participé à ce ralliement et si j'ai été accueilli avec des rafales de mitrailleuse à Port Lyautey, je n'ai eu aucun ennui à Dakar.

Après la libération de la France, se constituèrent un peu partout en Afrique noire des groupes gaullistes : « Combat » d'abord, « Union gaulliste » ensuite, RPF enfin. Mais ces groupes étaient composés d'anciens FFL, de résistants authentiques, mais aussi de nouveaux venus, au passé plus ou moins flou, de ralliés de la onzième heure, d'opportunistes. Ce qui provoqua d'ailleurs rapidement discussions et dissensions entre ceux qui avaient mérité la Croix de Lorraine et ceux qui se l'étaient accordée... Mais l'attitude, hautaine et arrogante, des membres de ces groupes indisposa rapidement le reste de la population ; puis la course aux bonnes places commença (et ce ne fut pas les vrais gaullistes qui furent les plus acharnés) : de Gaulle lui-même avait trouvé une bonne formule : « ils vont au charbon ».

Certes, le RPF a eu une influence, mais bien moindre que ne le pense M. Bourgi et il s'effondra assez rapidement. Ne disait-on pas, alors : RPF = Rien Pu Faire ?

Quant à la pensée gaullienne, elle fut essentiellement d'adaptation aux circonstances. D'ailleurs, M. Bourgi dit lui-même, p. 142 : « Chez de Gaulle, les décisions murissaient en fonction des événements ». En fait, de Gaulle a été surtout un grand navigateur ; et ce n'est pas une moindre qualité pour un homme politique ; mais on peut se demander jusqu'à quel point il a été un pilote. Utilisateur, oui, et habile ; visionnaire, on peut en douter.

Il ne faut pas oublier qu'en 1944, la conférence de Brazzaville n'envisageait, tout au plus, que de rendre ces populations afri-

caines « capables de participer chez elles à la gestion de leurs propres affaires ». Ce n'était donc qu'une semi-autonomie qui était prévue. En 1960, on accordait l'indépendance : les circonstances avaient changé. Et il en fut pour l'Afrique noire sous de Gaulle ce qu'il en fut pour l'Algérie. En mai 1958 : La France de Dunkerque à Tamanrasset ; quatre ans après : l'indépendance algérienne. Heureusement, en Afrique noire l'évolution fut plus calme, car, quoi qu'en pense M. Bourgi, les réformes de la 4^e République (et je suis très loin d'être un admirateur de celle-ci) avaient permis de laisser « fuser la vapeur ».

De Gaulle, en réalité, n'avait pas la « tripe coloniale » d'un Galliéni ou d'un Lyautey. Il pensait que les colonies présentaient plus d'inconvénients que d'avantages et il ne voyait nulle objection, après les avoir utilisées pendant la guerre, à les « larguer », pour ne pas dire « brader », comme certains de ses adversaires. Il ne voulait garder, auprès des nouveaux États, qu'une sorte de magistrature d'influence. Et je crois qu'il n'avait pas tort.

Mais quand il voulut innover, ce fut un échec. Ses plans algériens échouèrent l'un après l'autre et sa Communauté ne vécut que ce que vivent les roses... Mise en place en septembre 1958, elle était moribonde en juin 1960.

Néanmoins, ce fut lui qui, quelles que soient ses vraies intentions, décolonisa. Ce fait, joint à son charisme et je dirai même à son talent d'acteur, contribua à créer sa légende, son mythe. Légende et mythe toujours vivants en Afrique. Mais légende et mythe n'ont pas leur place dans un ouvrage de Droit et de Jurisprudence.

Maurice PONCELET

*Faculté d'administration
Université d'Ottawa*

BRAUNTHAL, Julius, *History of the International World Socialism, 1943-1968*, Boulder (Col.), Westview Press, 1980, 616 p.

Cet ouvrage est le troisième tome du grand travail que Julius Braunthal a consacré à l'histoire du mouvement ouvrier international

depuis 1864, date de la Fondation de la 1^{re} Internationale. Publié originellement en allemand comme les autres volumes, contrairement à ceux-ci sa traduction par Peter Ford et Kenneth Mitchell a attendu longtemps (depuis 1971) pour sortir. C'est qu'en 1972, ce vétéran du mouvement ouvrier qu'était Julius Braunthal mourait à 81 ans. Après sa disparition, divers difficultés et délais retardèrent la publication de l'ouvrage en anglais. Heureusement, il a enfin vu le jour car il complète utilement l'histoire de l'Internationale sur une période où on a peu écrit.

L'ouvrage comprend cinq parties. La première intitulée « le destin du socialisme » est consacrée aux tentatives de l'immédiate après seconde guerre mondiale de reconstituer l'unité du mouvement ouvrier tant syndical que politique sur le plan international et dans divers pays d'Europe. C'est dire que, comme dans les autres tomes de l'Histoire de l'Internationale, Braunthal traite du mouvement ouvrier dans son ensemble. La cassure entre communistes et socialistes ainsi que l'apparition d'organisations socialistes et socialisantes indépendantes dans le Tiers-Monde n'empêchent pas, pour Braunthal, l'existence d'un grand mouvement d'idées socialistes. S'il a connu sa première forme organisationnelle internationale en 1864 avec l'Association internationale des travailleurs, plus connue sous le nom de Première Internationale, il s'incarne aujourd'hui dans plusieurs courants qui se réclament avant tout du socialisme démocratique et du communisme. Alors que cette première partie s'ouvre sur l'initiative travailliste britannique prise dès 1942 de mettre fin à la scission du mouvement ouvrier international en recherchant une entente avec Moscou, elle s'achève sur les origines de la Guerre froide. L'unité organique s'était concrétisée sur le plan syndical dans la Fédération syndicale mondiale, tandis que l'unité d'action entre partis socialistes et communistes se pratiquait non sans heurt dans l'ouest et l'est de l'Europe. La Guerre froide allait emporter ces espoirs.

La seconde partie intitulée « la réouverture de la scission » est consacrée à la reconstitution de l'Internationale socialiste et à la fondation du Kominform. Réunis en confé-

rence dès mars 1945 à Londres, les partis socialistes dont l'organisation de l'entre-deux-guerres, l'Internationale ouvrière socialiste s'était effondrée au printemps 1940, mirent du temps à reconstituer formellement l'Internationale. Parce que précisément ils recherchaient une entente avec Moscou. Harold Laski, politologue et éminent penseur du parti travailliste britannique n'allait-il pas jusqu'à dire en mai 1946 à la conférence socialiste internationale de Clacton/s mer que « si une collaboration s'établissait entre la Russie et l'Internationale socialiste, alors l'Europe deviendrait dans vingt ans un continent socialiste ». Ensuite, quand les rapports est-ouest commencèrent à se dégrader, les socialistes refusaient toujours l'irréversible, ne voulant pas se couper de leurs camarades de l'est européen qui participaient aux conférences socialistes internationales. Même après la création du Kominform qui attaquait violemment les socialistes dès sa conférence de fondation en septembre 1947, ceux-ci s'abstenaient de répondre à ces attaques. Lors de leur conférence de Anvers à la fin novembre 1947, ils renoncèrent à recréer l'Internationale. Toutefois, le Bureau de liaison et d'information socialiste, ce petit secrétariat placé sous l'autorité du secrétaire international du Labour Party, fut remplacé par un Comité permanent des Conférences socialistes internationales (COMISCO) dans lequel chaque parti avait un représentant. Les partis socialistes de Pologne, Tchécoslovaquie et Hongrie y adhéraient. Ce n'est qu'après le coup de Prague que les socialistes réagirent. La conférence socialiste de Londres du 20 mars 1948 condamna l'action du Kominform et constata que les partis communistes avaient reçu l'ordre de détruire le socialisme démocratique. La nouvelle rupture entre socialistes et communistes était consommée. La Conférence socialiste internationale se reconstituait alors formellement à Francfort en 1951 en Internationale socialiste. La lutte idéologique contre le communisme devenait un des éléments importants des principes qu'elle mettait en avant. Sommé de choisir entre son affiliation au socialisme international et son alliance avec les communistes, le parti socialiste italien avait été exclu en mai 1949. Il ne devait revenir à l'Internationale qu'en 1966.

Ainsi l'Internationale socialiste franchissait un pas important par rapport à sa devancière. Alors que l'Internationale ouvrière socialiste faisait de la défense de la Russie soviétique contre les puissances impérialistes un élément constant de sa politique dans l'entre-deux-guerres, l'Internationale socialiste dénonçait l'Union soviétique comme un nouvel impérialisme, dont l'instrument était le mouvement communiste international. Il est vrai que l'URSS seconde puissance mondiale, n'est plus la Russie affamée et assiégée du début des années vingt. Toujours est-il qu'il faudra attendre avril 1972 pour que le bureau de l'Internationale admette officiellement la liberté de chaque parti de conclure des alliances avec les communistes, tout en maintenant la lutte idéologique de l'Internationale contre le communisme.

La troisième partie traite du socialisme et du communisme en Asie. Une foule de renseignements précieux sur les aspects peu connus de l'activité des partis en Inde, en Birmanie, à Ceylan, au Népal, en Indonésie, au Japon, en Chine et en Israël est présentée. C'est l'occasion aussi de montrer l'apport spécifique de l'indhouisme, du bouddhisme et de l'Islam à la doctrine socialiste. L'étude de Ceylan inclut celle du seul parti trotskyste de masse. On retrouve là la volonté de l'auteur de traiter des organisations socialistes et communistes de quelque tendance quelles soient, pourvu qu'elles aient une implantation et une audience sérieuses dans la population. Cette partie est couronnée par la brève histoire de la Conférence socialiste internationale qui regroupait les partis de cette région de 1953 à 1960, y compris ceux du Liban, du Pakistan et de Malaisie. À la Conférence de fondation à Rangoun en Birmanie, il y avait des observateurs des partis nationalistes de Tunisie, d'Algérie et d'Ouganda, ainsi que des invités : La Ligue communiste yougoslave, l'Internationale socialiste et l'Union des Jeunesses socialistes. Le fait que la délégation yougoslave était dirigée par Milovan Djilas, alors vice-premier ministre de son pays et que l'Internationale socialiste avait envoyé Clément Attlee qui, peu de mois auparavant, était premier ministre du Royaume-Uni et avait précisément procédé à la décolonisation de la Birmanie, de

l'Inde, du Pakistan et de Ceylan, montre l'importance accordée alors à cette conférence.

La quatrième partie traite de la « crise morale du communisme ». Elle retrace les révoltes successives au sein du camp communiste, à commencer par celle de la Yougoslavie. Quelques pages particulièrement intéressantes sont celles consacrées à l'attitude de l'Internationale socialiste à l'égard de la Ligue des communistes yougoslaves. Une attitude sympathique est prise par le Parti travailliste britannique. Celui de Norvège salue l'importance de la nouvelle expérience politique pour le mouvement socialiste international qu'il encourage à soutenir. Le Parti travailliste israélien (Mapai) prône une coopération plus étroite menant à l'affiliation à l'Internationale socialiste. Mais celui de Suède rappelle les principes de la Déclaration de Francfort qui déclare incompatible le socialisme avec un régime à parti unique. Le Conseil général de l'Internationale laisse finalement à chaque parti membre le soin d'entretenir des relations avec la Ligue des communistes yougoslaves selon son gré. Braunthal évoque ensuite successivement l'insurrection de Berlin-est de 1953, le XX^{ème} congrès du parti communiste soviétique, l'octobre polonais de 56, la tragédie hongroise, le printemps de Prague et le schisme entre Pékin et Moscou. Le XX^{ème} congrès reçoit un accueil prudent de la part de l'Internationale socialiste. La suggestion d'un nouveau front uni entre communistes et social-démocrates que lance le XX^{ème} Congrès, rencontre une réponse négative du Conseil général de l'Internationale réuni à Zurich un mois plus tard. La précondition de tout dialogue et le rétablissement des mouvements ouvriers démocratiques éliminés en 1947-48 dans l'est de l'Europe.

La cinquième partie est intitulée « Les cent premières années ». Jetant un regard global sur les trois livres qu'il a consacré à l'histoire du mouvement socialiste, Julius Braunthal porte une appréciation modeste sur son oeuvre et tâche d'évaluer la signification historique de cette période. Ce qui le frappe c'est l'extraordinaire diffusion des idées socialistes à travers le monde. D'une première

Internationale que le *Times* de Londres considérait avec pertinence comme « une grande idée dans un petit corps », le socialisme est devenu un mouvement mondial dont le rayonnement est sans précédent dans l'histoire. Si ce socialisme recouvre des théories diverses, celles-ci reposent sur un concept commun : « l'idée d'une société sans classe, d'hommes et de femmes libres et égaux - une société émancipée de toute forme d'esclavage politique et économique ». Cet objectif est commun aussi bien aux travailleurs britanniques qu'aux communistes soviétiques, aux communistes chinois qu'aux socialistes scandinaves, aux socialistes et communistes indiens qu'aux social-démocrates allemands. Braunthal marque ensuite les différences fondamentales entre socialisme démocratique et communisme. Pour lui le rejet de la démocratie politique par les communistes, principe que tous les partis socialistes, bolchevik compris, reconnaissaient avant 1917 - a provoqué une césure et divisé le mouvement ouvrier. La cause du socialisme ferait un immense pas en avant si la Russie complétait sa révolution par son passage à la démocratie. D'un autre côté, le mouvement socialiste démocratique, s'il a réalisé l'état de bien-être et la nationalisation de certains moyens de production, il n'a pas rempli encore son objectif de contrôle démocratique de l'économie. Il est nécessaire de revitaliser le mouvement socialiste avec une vision d'avenir d'un nouveau monde où triompherait sur la terre une communauté socialiste.

On peut sourire de cette vision idéaliste. Elle est celle d'un homme, Julius Braunthal, qui a voué sa vie au mouvement socialiste. C'est en son sein qu'il a appris l'essentiel. Je le revois à Linz en 1968 lors d'une rencontre de spécialistes du mouvement ouvrier. Au milieu de ses professeurs et chercheurs professionnels venus de l'ouest et l'est de l'Europe et de l'Amérique, il était le seul à pouvoir dire comme il le fit ce jour-là, parodiant Gorki : « Moi, vous savez, mes universités ce fut le mouvement ouvrier ». C'est d'ailleurs après avoir pris sa retraite de secrétaire de l'Internationale socialiste qu'il a entrepris cette oeuvre que lui envierait bien des historiens professionnels, comme le notait l'historien britan-

nique James Joll dans sa critique de ce troisième volume lors de sa parution en allemand.

Cela dit l'ouvrage n'est pas sans défaut. Les activités de l'Internationale socialiste et du mouvement communiste international après 1953 ne sont pas étudiées systématiquement. On les apprend par bribes au détour d'un chapitre consacré à des sujets nationaux. Les mouvements africains et surtout latino-américains en sont absents. Sur l'Amérique latine, les lacunes sont particulièrement criantes : rien sur la révolution cubaine, rien sur les partis de tendance social-démocrate pourtant observateurs dans l'internationale socialiste et en relation avec le Bureau de liaison latino-américain. Toutefois dans l'appendice I de l'ouvrage, il y a une recension systématique des partis socialistes, communistes et de tendance socialiste à travers le monde. À ce propos, le tome IV de l'*Histoire générale du socialisme* publié sous la direction de Jacques Droz, qui pêche par ailleurs par une ignorance à peu près complète de l'activité de l'Internationale, contient des développements précieux sur les mouvements socialistes et communistes d'Afrique, d'Amérique latine et du Moyen Orient.

On ne pourra enfin reprocher à l'ouvrage de dater de l'époque où il fut écrit et publié originellement : la fin des années soixante et le début des années soixante-dix. Nous avions apprécié la version allemande en son temps. Saluons pour terminer l'honnêteté intellectuelle de Julius Braunthal. Si son engagement pour le socialisme démocratique transparait dans son oeuvre, il garde une ouverture d'esprit vis-à-vis du communisme qu'on voudrait voir plus souvent chez les historiens et en général les spécialistes des sciences sociales d'orientation marxiste-léniniste traditionnelle ou néo-marxiste.

André P. DONNEUR

*Département de science politique
Université du Québec à Montréal*